Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

146-147 | 2016

Craquelures globalisées du religieux

« Ceci n'est pas un colloque ! »

Réflexions autour des « Journées d'échanges et réflexions sur le mouvement social » organisées à l'université Paris 8. 11, 12 et 13 mai 2016

Barbara Casciarri, Corinne Davault, Béatrice David et Charles Soulié

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6560>

DOI : 10.4000/jda.6560

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2016

Pagination : 335-341

ISBN : 979-10-90923-12-6

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Barbara Casciarri, Corinne Davault, Béatrice David et Charles Soulié, « « Ceci n'est pas un colloque ! » », *Journal des anthropologues* [En ligne], 146-147 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2016, consulté le 21 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6560> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.6560>

« Ceci n'est pas un colloque ! »
Réflexions autour des
« Journées d'échanges et réflexions sur le mouvement social »
organisées à l'université Paris 8
11, 12 et 13 mai 2016
Compte-rendu

Barbara CASCIARRI – Corinne DAVAUT
Béatrice DAVID – Charles SOULIÉ*

« Nous avons le privilège de vivre un mouvement social exceptionnel remettant en cause le fonctionnement ordinaire du monde social. L'objectif de ces journées est de tenter de s'en saisir afin de faire progresser la lutte, comme la réflexion, et ce en mobilisant notamment les ressources intellectuelles de la sociologie comme de l'anthropologie. Mais ceci n'est toujours pas un colloque et espère donc sortir des cadres scolaires, universitaires, sociaux habituels (division en classes, niveaux, horaires figés, division du travail enseignant/étudiant, etc.). Chacun est donc invité à y participer en apportant ce qu'il sait, connaît, sait faire, etc.¹ ».

C'est ainsi que commençait le tract d'appel à initiatives lancé début mai 2016 par un collectif d'étudiant-e-s et d'enseignant-e-s du

* Enseignant-e-s-chercheurs, Département de sociologie et d'anthropologie, Université Vincennes-Saint-Denis Paris 8 – 2 rue de la Liberté – 93526 Saint-Denis
Courriel : gsesocioanthropo@gmail.com

¹ <http://www2.univ-paris8.fr/sociologie/wp-content/uploads/2016/05/socio-anthropo-debout.pdf>

Département de sociologie et d'anthropologie (renommé ensuite, de manière contextuelle et temporaire, « Sociologie et Anthropologie Debout ! ») constitué à l'université Paris 8 pendant la mobilisation contre la « loi travail » et actif jusqu'à la fin du deuxième semestre académique 2015-2016. En tant qu'organisatrices/eurs et enseignant-e-s/militant-e-s ayant participé à cette initiative, nous voudrions partager à ce sujet quelques éléments de réflexion qui nous paraissent intéressants non seulement comme pièce documentaire à archiver pour la chronique d'un mouvement parmi les plus significatifs de ces dernières années en France, mais aussi dans l'espoir que les grains semés pendant presque quatre mois de luttes et de mobilisations intenses, puissent à nouveau germer dans un futur plus ou moins proche.

Le programme des trois jours a été structuré selon l'alternance de moments divers : des ateliers de présentation et discussion sur des enjeux ou événements mis en exergue par le mouvement de lutte en cours – concernant le contexte universitaire mais aussi le monde « extérieur » – ; des chantiers de « travaux pratiques » ; des espaces incontournables de participation aux échéances de la mobilisation (AG, manifestations). L'ensemble de ces moments a été caractérisé par la participation conjointe d'enseignant-e-s et étudiant-e-s, en plus de participant-e-s de l'extérieur, l'initiative se voulant « ouverte » quoique organisée principalement dans des locaux de l'université Paris 8, et plus précisément dans le bâtiment B 2, de l'UFR « Textes et Sociétés ».

En ce qui concerne les ateliers de réflexion – tenus dans la « salle occupée B 134 » du Département de sociologie et anthropologie – la première journée (11 mai) s'est ouverte avec l'atelier « Quantifier et évaluer pour mieux domestiquer », dans un contexte où la « validation universelle » des étudiants pendant le mouvement social faisait débat à la fois à Paris 8 et dans les médias. L'objectif y était de partager nos expériences d'enseignant-e-s et étudiant-e-s du supérieur avec celles d'enseignants du primaire et d'un collège de Saint-Denis où sont mises en place des pédagogies alternatives (évaluation sans note) autour de la question de la notation. L'idée

sous-jacente était que les restructurations du monde du savoir (comme celles du monde du travail) contre lesquelles nous luttons, nécessitent le décryptage du « syndrome de l'évaluation dans les réformes néolibérales des systèmes scolaires et universitaires » et la compréhension des dispositifs subtils « d'aliénation et de hiérarchisation des savoirs et de l'apprentissage » qui les supportent. Le même jour, l'atelier « Nuit Debout » a permis de présenter et débattre sur cette expression particulière du mouvement contre la « loi travail ». Et ce, en partant des expériences vécues par un groupe d'étudiant-e-s ayant participé régulièrement aux rencontres et activités de la Place de la République et menant en parallèle une enquête sociologique et militante sur cette initiative.

Le deuxième jour (12 mai), ce fut le tour de l'atelier « La loi travail et après : les cas de la Grèce, de l'Italie, de l'Angleterre, etc. ». L'idée que ce qui se passe en France avec la loi El Khomri, n'est qu'une déclinaison nationale des restructurations du capitalisme actuel d'envergures internationales, nous a portés à solliciter l'analyse de réformes analogues qui ont déjà eu lieu dans d'autres pays européens – avec une attention particulière au cas de la Grèce et à son ample mouvement anticapitaliste des dernières années.

Finalement, le troisième jour (13 mai), trois ateliers se sont succédés. Le premier, « Les vécus du mouvement », visait à raconter et confronter nos expériences en tant que participant-e-s aux divers moments de la mobilisation, en adoptant une posture plus subjective que d'analyse idéologique, sans pour autant renoncer à en faire la base d'une réflexion politique, où l'échange entre générations diverses (chacune avec la portée des mouvements de son époque) s'est avéré particulièrement passionnant et parfois émouvant. Le deuxième atelier a été mené sur « Le théâtre de l'opprimé d'Augusto Boal ». Le lien a été établi entre la présentation de cette pratique artistico-politique et la discussion sur ses applications possibles dans un contexte de pédagogie universitaire, permettant ainsi de valoriser sa fonction de catalyseur d'une action et réflexion militantes. Un troisième atelier a conclu la journée : après la projection du film de M. Kassovitz *L'Ordre et la morale* (2011), sur le massacre perpétré

par l'armée française en Nouvelle-Calédonie en 1988, le débat avec des acteurs du film et un groupe de militants kanaks, a permis de s'informer sur l'histoire et le présent des luttes qui se déroulent depuis longtemps dans cette région soumise encore à un régime que l'on ne peut hésiter à définir de domination coloniale.

Comme nous le disions, ces moments de débat et réflexion, ont alterné avec d'autres de mise en place de travaux pratiques : le souci du collectif organisateur était ici de marquer la différence avec une démarche militante qui se contenterait d'affirmer son apport critique ou « intellectuel » au mouvement par la simple proposition de séminaires ou conférences aux thématiques « alternatives » et prôner ainsi la volonté de briser la division entre « travail manuel » et « travail intellectuel », entre « le faire » et « le dire », entre étudiants et enseignants, affirmant l'importance de « fabriquer ensemble du savoir ou des objets », pour construire du collectif, du commun. C'est justement avec les chantiers pratiques que l'initiative a démarré dans son premier jour (continuant sur les jours suivants), les militant-e-s se mettant à la tâche pour réaliser des « objets » utiles au mouvement : en plus de la production des classiques banderoles à amener en manifestations ou pour décorer l'université, le hall du bâtiment B accueillant bientôt un « arbre de convergences des vœux » où chacun put accrocher des papiers-votifs avec ses désirs ou ses craintes ainsi qu'une exposition de photos du mouvement et de bandes dessinées sur le travail. Et, pièce forte, la confection d'un pantin de Monsieur Apogée² (un logiciel de scolarité dysfonctionnant particulièrement à Paris 8 et identifié comme fétiche et emblème puissant de l'aliénation de l'université réformée et technocratique), fut initiée dans l'objectif d'une future ritualisation de sa mise à mort avec fonction libératrice. Le mélange entre ces moments de coproduction créative, la participation aux AG

² APOGEE, acronyme pour « Application pour l'organisation et la gestion des enseignements et des étudiants », est le nom du logiciel qui a été introduit dans la gestion des établissements universitaires en phase de réforme.

universitaires et à la manifestation parisienne du jeudi 12 mai après-midi, les immanquables pauses pour les auberges espagnoles et soirées festives, et les ateliers de débat et réflexions décrits plus en haut, a été l'un des éléments les plus réussis de ces trois jours de mobilisation.

À Paris 8, université particulièrement mobilisée en Région parisienne et dont on rappellera aussi qu'elle est située au cœur de la Seine Saint-Denis (93) ce qui lui assure un public particulier, ce sont des étudiant-e-s, et notamment ceux d'arts, philosophie, sciences politiques, sociologie, etc., qui furent les acteurs du mouvement contre la « loi travail », et ce dès le début du mois de mars. La grande majorité des enseignant-e-s mais aussi des personnels administratifs et techniques (*alias* BIATOSS³), n'a pas participé aux assemblées générales. Et sans doute pour la première fois de l'histoire de cette université pendant un mouvement social long, aucune AG de l'ensemble des personnels ne fut organisée. Nous étions néanmoins quelques enseignant-e-s à nous retrouver dans les manifestations où les étudiant-e-s nous fixaient des rendez-vous dans le « cortège de tête ». L'engagement y était assez physique, tout contre les forces de l'ordre toujours à proximité immédiate. Nous expérimentions les « nasses », tout en constatant que des étudiant-e-s plus aguerri-e-s et équipé-e-s pouvaient prendre soin de nous : par exemple en nous distribuant des lunettes de plongée... Et nous avons alors pu mieux comprendre l'expression, souvent utilisée par les étudiants, relative au fait d'être « nassés et gazés comme des porcs ».

À l'université, nous (les enseignant-e-s) n'avions plus le monopole de la parole. Dans les AG d'étudiant-e-s où nous n'étions pas particulièrement invité-e-s et où nous avons appris à nous taire et écouter, des étudiant-e-s avaient entrepris un travail d'objectivation de l'exclusion des étudiantes et des étudiant-e-s « racisé-e-s » des débats, comptant les prises de parole selon le genre, l'encartage et la

³ Bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers, personnels sociaux et de santé.

« race », différenciant les prises de parole sauvages, de celles respectant les tours organisés en tribune. De cette objectivation des rapports de domination et des difficultés rencontrées pour lutter en AG contre les pratiques de pouvoir des groupes majoritaires et ou encartés, sont nés : deux groupes « non mixtes » d'étudiant-e-s, l'un regroupant des « femmes et minorités de genres », l'autre des « personnes racisé-e-s ». Une semaine de réflexion « Paroles non blanches » a précédé une semaine « Parle à mon genre ». En l'absence de coordination, « Ceci n'est pas un colloque ! » s'est déroulé en partie en même temps qu'un atelier réflexif animé dans la continuité de ces expériences de non-mixité. Des étudiants ont circulé de l'un à l'autre et sont venus témoigner de cette expérience dans l'atelier « Les vécus du mouvement » du vendredi matin, décrivant et analysant la disqualification et la violence de la lutte dont ces groupes non-mixtes ont été l'enjeu.

« Ceci n'est pas un colloque ! » a donc été une des nombreuses initiatives organisées à Paris 8 pendant le mouvement social. Elle a réuni des étudiant-e-s de tous niveaux de diplômes et côté enseignant-e-s, presque exclusivement des femmes, peu racisé-es, des maître-ses de conférences, chercheuses et précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ces journées, ont révélé, en creux, un ordre du personnel universitaire entre rang A et rang B, entre enseignants et BIATOSS, entre femmes et hommes.

Ces journées auront été un rare moment de partage de capital militant, de co-construction collective de savoirs et d'objets, qui s'est poursuivie ensuite de façon non-mixte pour des étudiant-e-s par l'écriture de textes collectifs sur le mouvement à Paris 8 et « Nuit Debout », ainsi que la production d'un documentaire cinématographique sur ces trois journées, et dans le cas d'enseignant-e-s par la rédaction de ce compte-rendu.

L'entrée du bâtiment B 2, Université Paris 8, le 12 mai 2016.
Photo : C. Soulié

* * *